

DU 3 AU 7

NOVEMBRE 2014

CHENNAI, INDE

SEPTIÈME INSTITUT SUD SUD (CLACSO-CODESRIA-IDEAs)

INÉGALITÉ, DÉMOCRATIE ET DÉVELOPPEMENT SOUS LE NÉOLIBÉRALISME ET AU-DELA

APPEL A CANDIDATURES

Le Conseil Latino-américain des Sciences Sociales (CLACSO), le Conseil pour le Développement de la recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA) et l'Association Internationale d'Économie du Développement (IDEAs) ont le plaisir d'annoncer, dans le cadre du troisième triennat du *Programme de Coopération Académique entre l'Amérique Latine, l'Afrique et l'Asie*, l'appel à candidature au septième Institut Sud-Sud sur **INÉGALITÉ, DÉMOCRATIE ET DÉVELOPPEMENT SOUS LE NÉOLIBÉRALISME ET AU-DELA**. L'Institut se tiendra à Chennai, Inde, du 3 au 7 novembre 2014.



Consejo Latinoamericano
de Ciencias Sociales
Conselho Latino-americano
de Ciências Sociais



Soutien



Une série d'activités a été prévue dans le cadre de la deuxième étape du *Programme de Coopération Académique entre l'Amérique Latine, l'Afrique et l'Asie*, parmi lesquelles l'Institut Sud-Sud. L'Institut est principalement conçue pour offrir une formation aux jeunes chercheurs/chercheuses qui travaillent sur les différents problèmes et enjeux auxquels doivent faire face les pays du Sud. Le but est de promouvoir, à travers l'Institut des travaux de recherche comparative et transdisciplinaires, à travers des réseaux interrégionaux de jeunes chercheurs/chercheuses du Sud. Comme lors de la première étape du programme de coopération académique, développé entre 2005 et 2007, les différentes éditions de l'Institut Sud-Sud se tiennent dans les régions du monde (Afrique, Amérique latine, Caraïbes et Asie) où se trouvent les institutions qui y participent. De cette manière, les participants qui proviennent de celles-ci, connaissent les contextes socio-historiques des autres régions du Sud, élargissent leurs perspectives analytiques et améliorent la qualité de leurs engagements scientifiques.

1. OBJECTIFS:

L'objectif principal de l'Institut Sud-Sud est d'offrir aux participants des opportunités de formation pour développer des recherches avancées concernant les questions majeures des pays du Sud, ainsi que les perspectives théoriques et méthodologiques appropriées, pour obtenir une compréhension intégrale de la situation spécifique où se trouvent ces pays et des populations marginalisées, en dehors du système international, tel qu'il est actuellement structuré. Le point le plus important de cet engagement concerne l'incapacité et par conséquent l'inadaptation, en dépit de leur hégémonie dans le champ des sciences sociales, des théories et méthodologies développés dans le Nord, à comprendre les problèmes auxquels font face les pays du Sud. L'Institut Sud-Sud veut encourager les jeunes chercheurs/chercheuses provenant de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Asie à une intensification du débat sur les alternatives théoriques disponibles, à une reformulation créative des connaissances, ainsi qu'à une énonciation de nouvelles approches, afin de réfléchir sur les stratégies et les options politiques qui permettront de surmonter les défis qui se présentent dans les pays du Sud. A cet effet, des coalitions sont nécessaires et, pour instituer et maintenir une dynamique de réseau, les participants sont vivement invités à se familiariser et à créer des liens avec le milieu intellectuel local des régions où ont lieu les différentes éditions de l'Institut. Les Instituts sont structurées pour être des forums permettant de promouvoir une compréhension plus profonde de l'histoire, de l'économie, de la politique et de la culture des pays de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Asie, parmi les jeunes universitaires du Sud, en offrant à leurs participants une opportunité de développer des rapports de collaboration de longue durée avec leurs collègues des autres pays du Sud.

2. PROCÉDURE D'INSCRIPTION:

Des jeunes résidant dans les pays du Sud qui développent des activités académiques actives, ayant une formation universitaire, de préférence avec une maîtrise en sciences sociales ou en sciences humaines, peuvent faire acte de candidature en vue de participer à l'Institut Sud-Sud. Les candidats doivent avoir une compétence pratique vérifiable de l'anglais. La sélection se fera sur la base d'un processus de compétition. Trente (30) personnes seront sélectionnées, dix (10) par continent (Afrique, Amérique latine, Asie). Les frais de participation des candidats sélectionnés, seront assurés intégralement, y inclus billet d'avion (classe économique), hébergement et repas.

3. ENSEIGNANTS:

Chaque édition de l'Institut Sud-Sud est dirigée par un corps enseignant formé d'universitaires du Sud reconnus pour leurs contributions à la compréhension du sujet de la chaire pour laquelle ils ont été choisis et pour leur aide à organiser les groupes de travail. Le corps enseignant provient, ainsi que les participants sélectionnés, des trois continents (Afrique, Amérique latine, Asie), ce qui favorise le processus d'apprentissage en commun, en vue de l'approfondissement des approches comparées Sud-Sud et du développement des perspectives du Sud, liées à son agenda propre et non à celui des approches dominantes du Nord... L'Institut inclut aussi la participation de professeurs locaux.

4. DE LA SEPTIÈME ÉDITION DE L'ÉCOLE SUD-SUD:

La septième édition de l'Institut Sud-Sud, suivant ce qui a été convenu par CLACSO, CODESRIA et IDEAs, aura lieu à Chennai en Inde. Dans le cadre de l'alliance tricontinentale, IDEAs assume la responsabilité générale de l'Institut. L'Institut Sud-Sud aura lieu du **3 au 7 novembre 2014**.

5. CONDITIONS REQUISES POUR PRÉSENTER DES CANDIDATURES

Les jeunes chercheurs/chercheuses qui souhaitent répondre à cet appel à candidatures sont invité-e-s à fournir les documents suivants :

- a.** Une proposition de recherche écrite en anglais, en français, en espagnol ou en portugais, sur le sujet choisi pour travailler pendant l'École. La proposition ne devra pas dépasser les 10 pages et devra définir clairement une problématique en rapport avec le thème de l'évènement.
- b.** Une lettre de motivation d'une page, exprimant l'importance que revêt pour le chercheur/chercheuse la participation à l'École et expliquant comment il/ elle, ainsi que son institution seront bénéficiaires de cette participation.
- c.** Un Curriculum vitæ complet et mis à jour, incluant la nationalité du candidat, la discipline scientifique sur laquelle il travaille, une liste de publications récentes et un résumé de ses activités de recherche en cours, ainsi que le nom de deux références personnelles/ professionnelles.
- d.** Une copie du diplôme universitaire le plus élevé, ainsi que des principales pages de son passeport où figurent les données d'identité et le délai de validité du document.
- e.** Une lettre d'appui de l'institution (département/faculté/université) ou centre de recherche du candidat soutenant sa candidature, sur papier en-tête, signé et authentifié par son plus haut responsable.

Pour recevoir le certificat de participation à l'Institut Sud-Sud, chaque participant devra utiliser les classes et le matériel d'études fourni, afin de revisiter la proposition originelle pour laquelle il a été

sélectionné. En outre, il produira un essai d'une vingtaine de pages qui sera inclus dans une publication collective qui réalisée par CLACSO, CODESRIA et IDEAs, dans le cadre de la Série "South-South Occasional Papers", ou dans un autre moyen de diffusion.

6. DES PROCÉDURES DE POSTULATION ET DATE LIMITE.

Dans le cadre de l'accord Tricontinental, il a été défini que les candidats résidant en Afrique devront présenter leurs candidatures au CODESRIA, ceux résidant en Asie à IDEAs, et ceux résidant en Amérique latine et aux Caraïbes à CLACSO. Les données de contact de CLACSO, CODESRIA et IDEAs sont reproduites ci-dessous. La date limite de présentation des candidatures est fixée au **17 juillet 2014**. Les candidatures ne respectant pas le canevas retenu ne seront pas prises en compte. Les candidats sélectionnés seront informés, par mail, par, fax ou par voie postale, immédiatement après la décision du Comité de sélection. Les résultats seront publiés sur les sites Internet de CLACSO, du CODESRIA et d'IDEAs.

Les **candidats africains** doivent envoyer leurs candidatures par *voie électronique* à :

CODESRIA

Email: south.institute@codesria.sn

Les **candidats asiatiques** doivent envoyer leurs candidatures par *voie électronique* à :

IDEAs

Email: south.institute@networkideas.org

Les **candidats latino-américains et des Caraïbes** doivent soumettre leurs candidatures directement sur le site Internet de **CLACSO** à l'adresse : www.clacso.org

ANNEXE

INÉGALITÉ, DÉMOCRATIE ET DÉVELOPPEMENT SOUS LE NÉOLIBÉRALISME ET AU-DELA

L'usage de « néolibéralisme » signifie: (i) l'emploi de la rhétorique du fondamentalisme du marché, où le marché –ou “libre échange économique”- est présenté comme le mécanisme le plus efficace pour développer le système économique, pour frayer le chemin en vue du fonctionnement chaque fois plus libre du capital privé; (ii) l'emploi de la notion d'État minimal, à travers le démantèlement de sa version pour le développement afin de rendre légitime le déplacement de plusieurs termes de l'échange et des mécanismes de distribution, en faveur des détenteurs du capital et de leurs fonctionnaires et de cacher la conversion de certains segments de l'appareil de l'État dans des espaces de l'accumulation privée; et (iii) la recherche d'un régime d'accumulation où le marché interne et les dépenses de l'État, financés par le déficit, sont remplacés par les exportations et les dépenses privées financées avec de la dette comme pour la croissance.

Depuis les années 70, les pays du monde entier ont adopté des régimes politiques fondés sur le type d'idéologie néolibérale évoquée ci-dessus. Plusieurs facteurs ont fourni des antécédents pour l'apogée du néolibéralisme, par exemple l'impossibilité de soutenir “l'âge d'or” de l'après-guerre, caractérisé par une croissance raisonnable, un taux de chômage réduit, une faible inflation et un État-providence; l'échec de la plupart des États pour le développement de l'après-guerre, en vue de réussir la mise en œuvre de stratégies d'augmentation de la substitution des importations ; l'adoption de politiques de dérèglementation interne et externe et le changement en faveur de plus de stratégies de croissance « orientées vers l'extérieur » ; la tendance associée dans les pays développés et dans ceux en voie de développement pour déréglementer le secteur financier et la prolifération des finances qui s'ensuit.

La montée du néolibéralisme comme philosophie socioéconomique dominante depuis les années 80 a été un phénomène idéologique autant qu'économique. Les défenseurs du néolibéralisme plaident pour la liberté des agents individuels dans la prise de décisions dans le domaine économique, sans intervention de l'État. Pour défendre cette position, le marché était présenté comme un mécanisme neutre et bienfaisant, caractérisé par des transactions entre des parties indépendantes qui, même avec des moyens différents, se trouvaient dans des situations similaires. Dans un parallèle établi avec la démocratie politique, ce système au sein duquel les individus exercent leur droit de vote “avec leurs dollars”, a été vu comme étant plus démocratique, du point de vue des opérations, et comme une forme d'« autonomisation » des individus.

L'argument qui soutient que le libre marché est plus démocratique et qu'il produit l'autonomisation est devenu avec le temps un appel pour mettre en pratique le néolibéralisme partout dans le monde et considérer que toute forme d'intervention ou de régulation de la part de l'État est une prise de possession de l'espace démocratique des individus, de la part d'un État envahissant et restreignant les libertés individuelles. On prenait comme exemple l'échec de certains gouvernements en considérant que cet échec provenait du fait d'une économie réglementée par l'État et prônait, de ce fait, une réglementation minimale du commerce mondial par les États. Un cadre global libéralisé promettait aux pays en voie de développement plus de revenus provenant des exportations, une route vers l'industrialisation pour les pays les plus pauvres à travers les investissements des pays développés et la possibilité de créer de nouveaux marchés qui augmenteraient la productivité globale et mèneraient ainsi à l'égalité du niveau de vie à travers les frontières nationales.

La “liberté” que la libéralisation promettait devait donc être le commencement d'une nouvelle ère de renforcement démocratique effaçant les inégalités globales et locales et conduisant à la convergence

des revenus, à l'intérieur des nations et entre celles-ci. Ce processus de "globalisation" était une partie intrinsèque de l'agenda néolibéral et, le Consensus de Washington a été présenté comme l'affirmation globale de ce nouvel ordre.

Des décennies d'expérience de cet ordre mondial néolibéral ont fourni la démonstration que nous vivons maintenant dans un monde plus injuste qu'auparavant. Le retrait des États a fait apparaître de puissantes entités privées et a augmenté le pouvoir des finances globales et des entreprises transnationales, guidées seulement par des buts lucratifs sans intérêts sociaux et qui ne sont même pas démocratiquement responsables de leurs actions. Le capital financier est devenu le Frankenstein du capitalisme, et il menace maintenant les fondements du système qui l'a créé. Sous le néolibéralisme, la décentralisation du pouvoir et l'autorité ont été freinées de manière radicale.

La conséquence de la concentration du pouvoir et des bénéfices a été une augmentation immense de l'inégalité qui supprime tout sens à la rhétorique démocratique avec laquelle les idéologues néolibéraux ont avancé. D'autre part, le néolibéralisme n'a pas réussi non plus à favoriser une plus grande croissance. En moyenne, l'ère de la globalisation que le néolibéralisme a commencée, a enregistré une croissance inférieure à celle qui existait auparavant, surtout si on la compare avec l'« âge d'or ». Dans des régions comme l'Amérique du Sud, cette situation a donné lieu à plus d'une "décennie perdue" avec peu de croissance, un taux de chômage haut et une hyperinflation. Tel que l'a prouvé la crise financière et la grande récession récentes, toujours en cours, l'apogée du néolibéralisme a aussi augmenté l'instabilité économique avec de graves conséquences pour le bien-être.

Il n'est pas surprenant que depuis plus d'une décennie, beaucoup de pays, particulièrement en Amérique latine, soient allés « au-delà » du néolibéralisme, faisant l'expérience de régimes politiques différents. L'expérience est toujours en cours, mais il est déjà possible de voir beaucoup de résultats positifs. Dans un tel contexte, les problèmes d'inégalité, de démocratie et de développement pendant et après le néolibéralisme acquièrent une importance majeure pour le Sud global. Chacun des pays en voie de développement en Amérique latine, en Afrique et en Asie ont fait face à une série de défis spécifiques qui leur ont fait adopter différentes combinaisons de politiques pour le développement au cours des différentes étapes de leur histoire d'après-guerre. Le cadre politique homogénéisé imposé dans ce pays-là, suivant l'agenda néolibéral, s'est avéré peu convenable pour faire face aux défis spécifiques de chaque pays.

Comment se sont conduits les différents pays du Sud pour faire face à ces défis du néolibéralisme ? Comment les changements économiques qui s'ensuivirent ont-ils frappé la dynamique sociale dans lesdits pays ? Le néolibéralisme a-t-il été capable d'aborder la question de l'inégalité et du développement ? Ou bien, le modèle néolibéral de développement a-t-il accru le problème de l'inégalité ? Comment peut-on comparer la période précédente et celle qui a suivi la libéralisation, par rapport au changement des tendances en matière d'inégalité, de pauvreté, de chômage, etc. ? De quelle manière la nature changeante du pouvoir de l'État a-t-elle frappé la démocratie dans les pays en voie de développement ? Le libéralisme, a-t-il autonomisé les gouvernements démocratiques ou bien, a-t-il donné lieu à des États plus autocratiques ? Le néolibéralisme, a-t-il favorisé la concentration du pouvoir économique et politique dans les mains des élites de ces pays-là ? Comment ont été orientées les formations politiques dans ces pays-là à partir de l'avènement du néolibéralisme ? Que s'est-il passé avec la tolérance sociale en fonction des différences ethniques, raciales ou d'autres types pendant la période de libéralisation ?

Voici des questions qui pourront être explorées au sein de l'Institut Sud-Sud 2014.